



## DÉCLARATION PRÉALABLE DE VENTE AU DEBALLAGE

Article L. 310-2, L.310-5, R. 310-8, R310-9 et R 310-19 du Code de Commerce et articles R. 321-1 et R.321-9 du Code Pénal

**IMPORTANT** : A transmettre en deux exemplaires, quinze jours avant le début de la vente, par recommandé avec avis de réception ou remise contre récépissé, accompagné d'un justificatif de l'identité du déclarant à l'adresse suivante : Mairie de Saint-Jean-le-Blanc Service de Police Municipal - Place de L'Eglise - 45650 Saint-Jean-le Blanc

### 1. IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

Nom, prénoms ou, pour les personnes morales, dénomination sociale : .....  
Nom du représentant légal ou statutaire (pour les personnes morales) : .....  
Adresse : .....  
Téléphone : .....  
Dénomination sociale : .....  
Nom commercial : .....  
Nom, prénom, qualité du représentant légal : .....  
Adresse du siège social : .....  
Téléphone (fixe ou portable) : .....  
Fax – adresse e-mail (éventuellement) : .....  
N° SIRET : .....

### 2. RENSEIGNEMENTS RELATIFS A LA VENTE

#### 1/ Lieu de la vente

Adresse précise du lieu de vente : .....  
.....  
Caractéristique de l'emplacement (terrain privé, galerie marchande, parking d'un magasin de commerce aux détails, ...) : .....  
.....  
Surface affectée à la vente en m<sup>2</sup> : .....  
Nature des marchandises vendues : neuves ou occasion  
Nature des catégories de produits mis en vente : .....  
.....

**2/ Date de la décision ministérielle** (en cas d'application des dispositions du II de l'article R. 310-8 du Code de Commerce) : .....  
.....

#### 3/ Date de la vente

Date de début de la vente : ..... Durée de début de la vente (en jours) : .....

## Engagement du déclarant

Je soussigné, auteur de la présente déclaration (nom, prénom).....  
Certifie exacts les renseignements qui y sont contenus et m'engage à respecter les dispositions prévues  
aux articles L. 310-2, R. 310-8, R310-9 du Code de Commerce

A

le

Signature du demandeur

Toute fausse déclaration préalable de vente au déballage constitue un faux et usage de faux passible  
des peines d'amende et d'emprisonnement prévues à l'article 441-1 du code pénal. Par ailleurs, le fait de  
procéder à une vente au déballage sans déclaration préalable ou en méconnaissance de cette  
déclaration est puni d'une amende de 15000€ (article L. 310-5 du Code de Commerce).

---

### Cadre réservé à l'administration

Date d'arrivée :

N° d'enregistrement :

Recommandé avec demande d'avis de réception n° :

Remise contre récépissé n° :

cachet de l'administration

## NOTICE D'INFORMATION

### ARTICLE L310-2 DU CODE DU COMMERCE

Modifié par [loi n°2008-776 du 4 août 2008 - art. 54](#)

I. Sont considérées comme ventes au déballage les ventes de marchandises effectuées dans des locaux, ou sur des emplacements non destinés à la vente au public, de ces marchandises, ainsi qu'à partir de véhicules spécialement aménagés à cet effet. Les ventes au déballage ne peuvent excéder deux mois par année civile dans un même local ou sur un même emplacement. Elles font l'objet d'une déclaration préalable auprès du maire de la commune dont dépend le lieu de la vente. Les particuliers non inscrits au registre du commerce et des sociétés sont autorisés à participer aux ventes au déballage en vue de vendre exclusivement des objets personnels et usagés deux fois par an au plus.

II. Les dispositions du I ne sont pas applicables aux professionnels :

1° effectuant, dans une ou plusieurs communes, des tournées de ventes définies par le 1° de l'article [L. 121-22](#) du code de la consommation,

2° réalisant des ventes définies par l'article [L. 320-2](#),

3° qui justifient d'une permission de voirie ou d'un permis de stationnement pour les ventes réalisées sur la voie publique.

III. Les dispositions du I ne sont pas applicables aux organisateurs de :

1° manifestations commerciales comportant des ventes de marchandises au public dans un parc d'exposition,

2° manifestations commerciales qualifiées de salon professionnel ne se tenant pas dans un parc d'exposition,

3° fêtes foraines et de manifestations agricoles lorsque seuls des producteurs ou des éleveurs y sont exposants.

### ARTICLE L310-8 DU CODE DU COMMERCE

Modifié par [décret n°2009-16 du 7 janvier 2009 - art. 1](#)

I. Une déclaration préalable de vente au déballage est adressée par l'organisateur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise contre récépissé au maire de la commune dans laquelle l'opération de vente est prévue, dans les délais suivants :

1° dans les mêmes délais que la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public et concomitamment à celle-ci lorsque la vente est prévue sur le domaine public et que le maire est l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation,

2° dans les autres cas, dans les quinze jours au moins avant la date prévue pour le début de cette vente.

Dans les huit jours au moins avant le début de la vente, le maire informe le déclarant que, du fait du dépassement de la durée de la vente autorisée par le deuxième alinéa du I de [l'article L. 310-2](#), il s'expose à la sanction prévue au 3° de [l'article R. 310-19](#).

II. Ces délais ne sont pas applicables aux ventes au déballage de fruits et légumes frais effectuées en période de crise conjoncturelle constatée en application de [l'article L. 611-4](#) du code rural, ou en prévision de celle-ci, dans le but de favoriser, par un déstockage rapide, la régularisation des cours du marché ; ces ventes peuvent être réalisées sans délai, par décision conjointe du ministre chargé du commerce et du ministre chargé de l'agriculture et ce après consultation par le ministre chargé de l'agriculture de l'organisation interprofessionnelle compétente.

III. Un arrêté du ministre chargé du commerce fixe la liste des informations contenues dans cette déclaration

### ARTICLE L310-9 DU CODE DU COMMERCE

Modifié par [décret n°2009-16 du 7 janvier 2009 - art. 1](#)

Les ventes au déballage autorisées aux particuliers en application du troisième alinéa du I de [l'article L. 310-2](#) sont contrôlées au moyen du registre mentionné au deuxième alinéa de [l'article 321-7](#) du code pénal.